

**La science politique en résistance face aux déterminismes scientifiques et
aux disqualifications intellectuelles**

Pr. Dr Geoffrey GRANDJEAN

Congrès des associations francophones de science politique
Adresse présidentielle
7 avril 2021

Chers Collègues,

Tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à ce 9^e Congrès conjoint des associations francophones de science politique qui est également le 8^e Congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique.

« Un fait est clair. La crise de notre époque n'épargne aucun groupe, pas même les sciences sociales. Les pressions exercées pour que nous utilisions toutes nos ressources afin d'évaluer de manière critique les objectifs et de fournir des moyens efficaces sont trop fortes pour être ignorées. Pour un nombre croissant d'entre nous, il n'est plus pratique ou moralement tolérable de rester à l'écart de la politique lorsque notre expertise nous alerte d'un désastre ».

Ces mots sont empreints d'une certaine gravité. Ils ont été prononcés, il y a 51 ans, lors de la 65^e Rencontre Annuelle de l'Association Américaine de Science politique, en septembre 1969, par David EASTON¹. Ces mots pourraient être prononcés à l'heure actuelle sans perdre de leur importance et de leur pertinence.

Le thème de notre Congrès conjoint nous invite d'ailleurs à agir en empruntant les voies de la résistance. À la vue du programme riche de ces trois jours, je n'ai aucun doute sur le fait que, au-delà des analyses foisonnantes qui seront présentées en ligne, nous pourrons apporter notre pierre à l'édifice social et politique. Je n'ai aucun doute sur notre capacité à ne pas rester à l'écart de la politique. Pour cause : la résistance implique d'agir en sens contraire d'une autre force. Elle désigne cet obstacle que nous pouvons surmonter. Elle est également cette défense de l'être humain contre toute une série de menaces. Elle est enfin cette opposition aux desseins et aux volontés d'autrui.

Si la période est propice pour analyser les résistances et pour résister, il n'en demeure pas moins que les événements actuels marquent durablement notre discipline. Je souhaiterais en épingler deux.

Le premier événement est la COVID-19 qui nous a confronté à de sérieux problèmes méthodologiques. Très concrètement, nous sommes nombreux à ne plus pouvoir descendre sur le terrain comme nous le souhaitons. Quand bien même nous privilégions des récoltes de données numériques, nous sommes confrontés à des limites méthodologiques qui nous invitent à interroger les données récoltées et à nous remettre sans cesse en question.

Plus fondamentalement, la COVID-19 nous invite surtout à interroger la place de l'expert dans les politiques publiques.

¹ D. EASTON, « The New Revolution in Political Science », *The American Political Science Review*, 1969, vol. 63, n° 4, pp. 1051-1061.

Je vais vous faire une confidence : le 18 mars 2020 à midi, lorsque le confinement débute officiellement en Belgique, une certaine excitation m'envahit. Je pense en effet, alors naïvement, que nous allons connaître une période d'incertitude qui va nous permettre, collectivement, de repenser le monde. Je me basais alors sur les conclusions de Georges MARCUS dans son ouvrage *Le citoyen sentimental*. En effet, selon lui, « l'anxiété en soi ne produit pas de décision spécifique, mais elle agit sur la manière dont les gens font leurs choix, elle leur donne envie d'envisager d'autres possibilités, en dehors de ce qu'ils connaissent déjà et de ce qui leur est familier »².

Très vite, nous sommes toutefois tombés dans un déterminisme scientifique où les politiques publiques menées depuis plusieurs mois, que ce soit au Canada, en France, au Luxembourg ou en Belgique, sont désormais dictées par des modèles mathématiques. Autrement dit, les experts produisent des tendances futures qui orientent et déterminent nos comportements actuels sur la base de décisions hautement questionnables sous l'angle de la légitimité et du respect du droit. Nous assistons à un changement majeur de nos systèmes politiques. Ces experts produisent un futur pour mieux contraindre nos comportements présents.

Ce constat m'inquiète.

En effet, les sciences sociales en général et la science politique en particulier n'ont pas voix au chapitre, où de manière tout à fait minimale. Les connaissances que nous produisons n'ont pas pu être mobilisées pour l'intérêt collectif.

Cela m'amène au deuxième événement que je souhaite épingle. Outre le fait que la science politique n'a plus voix au chapitre, un deuxième coup de butoir est porté à l'égard de notre discipline scientifique. La polémique française suite aux déclarations de la Ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique VIDAL, qui a mandaté le CNRS pour réaliser une étude sur l'islamo-gauchisme dans les Universités³, l'atteste. Sans vouloir revenir sur les origines du terme « islamo-gauchiste »⁴, je voudrais insister sur la menace qui pèse désormais sur notre discipline scientifique et qui est une technique de disqualification intellectuelle consistant à décrédibiliser, voire à nier les résultats que nous produisons. Il serait toutefois trop facile de ne pas balayer devant notre porte. Nous devons collectivement nous interroger sur ce constat. Comment en sommes-nous arrivés à une telle situation ? Pourquoi n'avons-nous pas réussi à convaincre de l'apport de la science politique aux débats portant sur l'organisation de la société ? Est-ce parce que nous avons

² G. E. MARCUS, *Le citoyen sentimental. Émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 151.

³ S. ZAPPI, M. DARAME, O. FAYE et S. Le NEVÉ, « 'Islamo-gauchisme' : Frédérique Vidal suscite un tollé dans le monde universitaire et un malaise au sein de la majorité », *Le Monde*, 18 février 2021.

⁴ Voy. C. TORREKENS, « Islamo-gauchisme », *La Revue nouvelle*, 2020, n° 5, pp. 46-50.

décidé de nous retirer du monde et de nous enfermer dans une tour d'ivoire, comme le dénonçait déjà David EASTON en 1969 ? Que pouvons-nous faire pour inverser la tendance ?

Telles seront, je l'espère, les questions que nous pourrons nous poser dans le cadre des différents panels qui se tiendront durant les trois prochains jours. Je formule le vœu que les réflexions, les discussions, les analyses, les observations, entre autres puissent percoler dans le débat sociétal, autrement dit que nous puissions faire œuvre de résistance à partir de nos outils théoriques et méthodologiques.

La résistance se prépare et dans cette perspective, je voudrais remercier très chaleureusement les membres du précédent bureau et du précédent conseil d'administration de notre association, en particulier Émilie VAN HAUTE, Thomas LEGEIN et Aurélie TIBBAUT pour le travail abattu et leur réactivité durant ces trois jours nous permettant de poursuivre nos échanges scientifiques malgré la situation que nous connaissons.

Je vous remercie.